



Communiqué des organisations syndicales départementales du 26 décembre 2023

## « Loi immigration » : une loi foncièrement, xénophobe, antisociale, antirépublicaine

Les organisations syndicales départementales CGT, CFDT, FO, FSU, Solidaires, UNSA, CFE-CGC et CFTC d'Indre et Loire dénoncent le cap franchi par le vote de la loi immigration le 19 décembre 2023 qui porte atteinte aux valeurs de la République que sont entre autres l'Égalité et l'Universalité des droits.

La Loi sur l'immigration finalement validée (alors qu'elle avait fait auparavant l'objet d'une motion de rejet majoritaire), est la plus régressive votée depuis des décennies ! Avec ou sans les voix du Rassemblement National, ce texte n'aurait jamais dû voir le jour, ni même être adopté, tant il porte en son sein le rejet de l'autre et la rupture de l'égalité en reprenant et privilégiant les pires positions de la Préférence nationale.

La loi immigration remet en cause le droit du sol et les droits fondamentaux affirmés dans le préambule de la constitution, issus du Conseil National de la Résistance.

L'adoption de cette loi a fait sauter toutes les digues laissant le champ libre à une xénophobie totalement décomplexée. Pour autant le gouvernement droit dans ses bottes se félicite de ce succès et Madame Borne se dit même « fière du devoir accompli ». Pour autant personne n'est dupe ! La Droite et l'extrême droite saluent même une « victoire idéologique », celle de la réaction et de l'autoritarisme !

Nos organisations syndicales départementales constatent qu'après les réformes sur les retraites, sur l'assurance chômage, après les coups à nouveau portés à notre modèle social (LFSS 2023), il s'agit d'une nouvelle attaque menée contre les travailleuses et les travailleurs !

C'est pourquoi :

Nous condamnons cette loi qui va encore précariser les droits et les conditions de travail des les travailleuses et les travailleurs étranger·ères, y compris pour les personnes présentes depuis longtemps en France.

Nous condamnons ce texte qui remet en cause de nombreuses dispositions sur le droit du sol, le regroupement familial ainsi que les conditions d'accès à la nationalité.

Nous dénonçons la fixation annuelle de quotas d'immigration, le durcissement des conditions d'accueil pour les réfugié·es ainsi que les conditions d'accès à la santé, aux allocations familiales et aux allocations logement.

Nous dénonçons également les conditions de régularisation des travailleuses et travailleurs désormais soumises à l'arbitraire des préfets et la déchéance de nationalité qui jette l'opprobre sur l'étranger·ère et qui fait des migrant·es une variable d'ajustement des politiques économiques et sociales.

Ce texte ne répond en rien à l'urgence de la situation, il repose même sur une analyse totalement tronquée à dessein, pour nous détourner des réels enjeux face à la récession et à la crise qui gagnent.

L'urgence c'est de régulariser les travailleuses et les travailleurs sans-papiers trop souvent exploité·es, sous la menace d'une arrestation sur le chemin du travail, alors qu'ils et elles occupent des emplois totalement indispensables et de première ligne bien souvent.

L'urgence c'est de ne laisser personne à la rue, c'est de donner les moyens aux services publics !

L'urgence c'est l'augmentation des salaires, le partage des richesses et la lutte contre la crise écologique, pas une énième loi sécuritaire, réactionnaire, xénophobe, poussant au rejet de l'autre et au repli sur soi !

C'est pourquoi reprenant l'appel de nos organisations nationales, qui demandent solennellement à ce que la loi ne soit pas promulguée, nous considérons que nous sommes à un tournant politique majeur mettant en danger notre capacité à vivre ensemble à un moment où certains à l'extrême droite, comme à droite, de l'échiquier politique distillent les tenants de politiques de rejet et de haine de l'autre.

Les organisations syndicales départementales d'Indre et Loire considèrent qu'il est important que l'ensemble du mouvement social fasse front ensemble.-Nous avons une responsabilité collective à proposer une action massive et populaire pour empêcher la promulgation de cette loi, permettre d'obtenir son abrogation et s'opposer à la diffusion et à la banalisation de ce projet xénophobe. Nous y sommes prêt·es !

Fait à Saint-Avertin